

## VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 394 vom 24. Mai 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-05-24, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_D\\_cision\\_\\_\\_2012\\_\\_\\_394](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2012___394)

FR: VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 394 du 24 mai 2012

IT: VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 394 del 24 maggio 2012

### Regeste

RECONSIDÉRATION, RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 53 al. 3  
LPGA, 94 al. 1 let. c LPA-VD

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 24.05.2012 Décision / 2012 / 394

RECONSIDÉRATION, RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 53 al. 3  
LPGA, 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AI 12/12 - 174/2012 ZD12.001176 COUR DES  
ASSURANCES SOCIALES \_\_\_\_\_

Décision du 24 mai 2012 \_\_\_\_\_ Présidence de M. Neu , juge  
unique Greffière : Mme Pellaton \*\*\*\*\* Cause pendante entre : A.L. \_\_\_\_\_ , à  
Fey, recourant, représenté par sa mère B.L. \_\_\_\_\_, elle-même représentée par Me  
Jean-Marie Agier, avocat à Lausanne, agissant pour le compte de la Fédération Suisse pour  
l'Intégration des Handicapés. et Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud , à  
Vevey, intimé. \_\_\_\_\_ Art. 53 al. 3 LPGA; 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours  
formé le 12 janvier 2012 par A.L. \_\_\_\_\_, représenté par sa mère, B.L. \_\_\_\_\_, à  
l'encontre de la décision prise le 21 novembre 2011 par l'Office de l'assurance-invalidité  
pour le canton de Vaud octroyant à l'assuré une allocation pour impotent de degré moyen,  
vu la réponse déposée le 30 avril 2012 par l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton  
de Vaud, dont il ressort que l'intimé admet que la décision attaquée est erronée et annule  
celle-ci pour en rendre une nouvelle, conforme au droit, vu les déterminations déposées par  
le recourant le 22 mai 2012 ne requérant plus que des dépens, l'intimé s'étant rallié à ses  
conclusions, vu les pièces du dossier; attendu que le recours, interjeté dans le respect du  
délai légal de 30 jours suivant la notification de la décision entreprise (art. 60 al. 1 LPGA  
[loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, RS  
830.1]), a été déposé en temps utile, qu'il est en outre recevable en la forme; attendu que, à  
teneur de l'art. 53 al. 3 LPGA, l'assureur peut reconsidérer une décision contre laquelle un  
recours a été formé jusqu'à l'envoi de son préavis à l'autorité de recours, qu'en l'espèce,  
l'intimé a fait usage de cette faculté par son courrier du 30 avril 2012, en annulant le  
prononcé du 17 octobre 2011 ayant motivé la décision attaquée, soit en reconnaissant le  
droit de l'assuré à une allocation pour impotent de degré grave, qu'une nouvelle décision  
sera rendue faisant ainsi droit aux conclusions du recourant, qu'il y a lieu d'en prendre acte,  
et de constater que la cause est devenue sans objet, qu'il se justifie dès lors de rayer la cause  
du rôle, compétence que l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi cantonale vaudoise du 28 octobre  
2008 sur la procédure administrative, RSV 173.36) attribue à un membre de la Cour des  
assurances sociales du Tribunal cantonal, statuant en tant que juge unique; attendu que le  
recourant a droit à une équitable indemnité à titre de dépens (art. 61 let. g LPGA; art. 55 al.

1 LPA-VD), dont il convient d'arrêter le montant à 500 fr. à la charge de l'intimé (art. 55 al. 2 LPA-VD); attendu que la présente décision est rendue sans frais (art. 50 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle. II. L'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud versera à A.L. \_\_\_\_\_ une équitable indemnité de 500 fr. (cinq cents francs) à titre de dépens. III. Il n'est pas perçu d'émolument judiciaire. Le juge unique : La greffière : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ Me Jean-Marie Agier (pour A.L. \_\_\_\_\_, par B.L. \_\_\_\_\_), ■ Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, - Office fédéral des assurances sociales, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral, RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.